

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

La procédure de consultation est le marché à procédure d'appel d'offre ouvert selon les articles L2124-2 et des articles R2124-1 et R2124-2 1° du Code de la Commande Publique

Objet du marché :
PRESTATIONS REGULIERES ET PONCTUELLES
DE NETTOYAGE DES LOCAUX
du site de Nouzilly du Centre INRAE Val de Loire

Administration contractante :

INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET
L'ENVIRONNEMENT (INRAE)

Centre Val de Loire

Site de Tours

37380 NOUZILLY

Représenté par Monsieur Nicolas GODICHET
Directeur des Services d'Appui à la Recherche

SOMMAIRE

1. OBJET.....	3
2. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ.....	3
3. FORME DU MARCHÉ.....	4
4. CONTENU DES PRESTATIONS.....	4
5. DURÉE DU MARCHÉ.....	5
6. CLAUSE DE REEXAMEN.....	5
6.1 Evolutivité de la prestation.....	5
7. VÉRIFICATION ET ADMISSION DES FOURNITURES OU DES PRESTATIONS.....	6
7.1 Vérifications.....	6
7.2 Suivi Qualité.....	6
7.3 Infractions.....	6
8. ZONES A REGIME RESTRICTIF (ZRR).....	6
9. MODALITÉS DE PAIEMENTS.....	7
9.1 Nature des prix.....	7
9.2 Variation des prix.....	7
10. MODALITES ET CONDITIONS DE REGLEMENT.....	8
10.1 Echancier de paiement.....	8
10.2 Transmission des factures.....	8
10.3 Modalités de règlement.....	10
10.4 Lutte contre les retards de paiement.....	10
11. AVANCE.....	10
12. PENALITES.....	10
12.1 Exigibilité des pénalités pour défaillance de prestation.....	11
12.2 Calcul des pénalités de retard.....	11
12.3 Résiliation.....	12
13. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	12
14. CLAUSES ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE.....	13
15. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	13
16. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL.....	13
17. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	13
18. RESPONSABILITES ET ASSURANCES.....	14
17.1 Responsabilités.....	14
17.2 Assurances.....	14
19. LITIGES.....	15
20. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	15
ANNEXE : CLAUSES DE PROTECTION DES DONNEES ET SECURISATION DES SYSTEMES D'INFORMATION.....	16

1. OBJET

Le présent marché a pour objet l'exécution des prestations régulières, ponctuelles et complémentaires de nettoyage des locaux du site de Nouzilly du Centre INRAE Val de Loire.

Les prestations incluent :

- La réalisation des prestations de nettoyage régulières
- La réalisation de prestations de nettoyage ponctuelles sur commande, dont vitrerie,
- La réalisation de prestations complémentaires sur commande,
- La fourniture de l'ensemble des produits et matériels de nettoyage,
- La mise en place des consommables.

Le présent CCAP propose un contrat visant une obligation de résultat et pose un certain niveau d'ambition concernant la prestation d'entretien ménager et de nettoyage.

La description des prestations est indiquée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes.

2. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du Marché sont, par ordre décroissant de priorité :

- L'Acte d'Engagement (AE) dûment complétés et signés dont l'exemplaire conservé par l'INRAE fait seule foi, accompagné de :
 - Son annexe 1 relative à la décomposition du prix global et forfaitaire des prestations régulières et ponctuelles dont vitrerie ;
 - Son annexe 2 relative au bordereau de prix des prestations complémentaires.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, accompagné de :
 - Son annexe 1 relative aux clauses de protection des données et sécurisation des systèmes d'information
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, accompagné de :
 - Son annexe 1 relative au détail des prestations régulières et leur périodicité
 - Son annexe 2 relative au Contrôle qualité
- Le Cadre de Réponse Technique (CRT) synthétisant le mode opératoire proposé pour l'exécution des prestations, notamment en termes d'organisation, de moyens humains et matériels affectés à l'exécution du marché, et en matière de responsabilité environnementale et sociétale
- Le mémoire technique détaillant l'offre technique du titulaire
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures et Services en vigueur à la notification du marché
- Les actes notifiés en cours d'exécution du marché

Les pièces générales sont réputées connues du Titulaire :

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G. / F.C.S.), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 consultable à

l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

- les normes françaises et européennes en vigueur.

Toute clause, portée dans l'offre du titulaire et notamment dans le(s) catalogue(s)-tarif(s) du titulaire ou documentation quelconque, et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Notamment les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

3. FORME DU MARCHÉ

La procédure est passée selon des modalités librement fixées par le pouvoir adjudicateur en application des articles L2124-2, R2124-1 et R2124-2 1° du Code de la Commande Publique.

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire avec un seuil minimum annuel de 100 000 € HT et seuil maximum annuel de 200 000 € HT. Il s'exécutera à bons de commande selon les articles R2162-2, R2162-4 1°, R2162-13 et R2162-14 du Code précité.

Le marché relève du CCAG-Fournitures courantes et services, sauf dérogations.

4. CONTENU DES PRESTATIONS

Les prestations objet du marché sont les suivantes : exécution des prestations régulières, ponctuelles et complémentaires de nettoyage des locaux du site de Nouzilly du Centre INRAE Val de Loire.

Les conditions d'exécution (nature des prestations et fréquences de réalisation) figurent de façon détaillée au CCTP ainsi qu'à ses annexes 1 et 2.

Les prestations à exécuter concernent l'ensemble des installations et équipements désignés à l'annexe 1 de l'Acte d'Engagement.

Nature et périodicité des prestations

- Prestations régulières de nettoyage

Le titulaire s'engage envers INRAE à exécuter l'ensemble des prestations régulières décrites à l'article 3.1.1 du C.C.T.P. et à son annexe 1, et ce, conformément aux règles de l'art, à la législation, à la réglementation en vigueur.

Les prestations régulières seront chiffrées de façon forfaitaire par bâtiment en annexe 1 de l'Acte d'Engagement. Ces prestations feront l'objet de la part de INRAE d'une commande annuelle.

- Prestations ponctuelles de vitrerie et autres prestations ponctuelles, sur bons de commande

Les prestations de nettoyage ponctuelles dont vitrerie sont décrites à l'article 3.1.2 du CCTP.

Les prestations ponctuelles dont vitrerie seront chiffrées de façon forfaitaire par bâtiment en annexe 1 de l'Acte d'Engagement. Ces prestations feront l'objet de la part de INRAE d'une commande spécifique.

- Prestations de nettoyage complémentaires sur bons de commande

Les prestations de nettoyage complémentaires sont décrites à l'article 3.1.3 du CCTP. Elles seront chiffrées sur la base d'un devis fourni par le titulaire établi selon leur nature tel que précisé à l'annexe 2 de l'Acte d'Engagement. Ces prestations feront l'objet de la part de INRAE d'une commande spécifique.

Fournitures d'appareils sanitaires et consommables associés

Les consommables des sanitaires restent à la charge de INRAE (papier, essuie-mains, savon...). Toutefois, il est demandé aux agents du titulaire de réapprovisionner les sanitaires en consommables.

5. DURÉE DU MARCHÉ

Le marché est passé pour une période d'un an à compter du 01/06/2026 sous réserve de sa notification et pourra être reconduit tacitement, deux fois, pour une durée d'un an. La durée totale du marché toutes reconductions incluses est de 3 ans.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur, avec un préavis de trois mois avant chaque date anniversaire du contrat pourra décider de sa non reconduction, par lettre recommandée avec accusé de réception. Le Titulaire ne peut pas refuser la fin d'exécution du marché.

6. CLAUSE DE REEXAMEN

En cas de circonstances imprévisibles, les clauses du présent contrat pourront faire l'objet de modifications de marché, en application des articles R2194-1, R2194-5 et R2194-8 du code de la commande publique.

Toute prestation supplémentaire non prévue au marché initial ou modification ayant trait à la situation juridique du titulaire ou encore toute modification d'une clause du marché rendue nécessaire, seront formalisées par voie d'avenant, dans les limites de la réglementation.

Les conditions d'une telle modification de marché pourront notamment être réunies par la suspension, la disparition de l'indice de référence prévue au marché.

Un indice approprié à l'objet du marché pourra alors être proposé par le titulaire et substitué à l'indice initialement prévu au marché sous réserve d'acceptation du pouvoir adjudicateur.

6.1 Evolutivité de la prestation

En cours de marché, l'ajout ou le retrait de ligne sur les annexes 1 et 2 de l'acte d'engagement sera possible :

Augmentation des prestations

Dans l'hypothèse où INRAE demanderait au Titulaire d'assurer l'entretien et le nettoyage de surfaces non prévues dans l'état descriptif (ex : cas d'un nouveau bâtiment construit à intégrer au marché), d'augmenter la périodicité de ses prestations, ou d'effectuer des prestations complémentaires à la demande initiale, un avenant au marché sera signé par les parties, le Titulaire du marché ne pouvant le refuser.

Diminution des prestations

En cas de fermeture temporaire d'un ou plusieurs bâtiment(s) (pour travaux par exemple) supérieur à un mois, INRAE préviendra le Titulaire au moins un mois à l'avance afin qu'il puisse s'organiser en conséquence.

Il est entendu qu'aucune facturation ne pourra être adressée à INRAE correspondant au(x) bâtiment(s) concerné(s).

7. VÉRIFICATION ET ADMISSION DES FOURNITURES OU DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification seront effectuées par le représentant de la société en présence d'une ou plusieurs personnes de INRAE.

Les contrôles de la qualité sont organisés et réalisés contradictoirement entre un représentant INRAE et le titulaire selon une planification décidée par le représentant INRAE sur chaque implantation. En cas d'absence non excusée du titulaire aux rendez-vous de contrôle de la qualité, ceux-ci pourront être valablement réalisés par le seul représentant d'INRAE.

Les vérifications des interventions et de la qualité des prestations sont effectuées dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG FCS et à l'article 12 du CCTP.

7.1 Vérifications

Les vérifications des interventions et de la qualité des prestations sont effectuées dans les conditions prévues à l'article 22 du CCAG et à l'article 12 du CCTP ainsi qu'à l'annexe 2 dudit CCTP.

7.2 Suivi Qualité

Le Titulaire s'engage, au titre du marché, à garantir la qualité et la conformité des prestations qu'il assure dans le cadre du marché.

Le Pouvoir adjudicateur effectuera des contrôles sur la qualité des prestations fournies par le Titulaire. Il se réserve le droit de faire exécuter lesdits contrôles par un tiers. La consistance des contrôles est détaillée au CCTP.

7.3 Infractions

Toute infraction aux clauses et conditions des présents marchés donnera lieu à l'application de pénalités comme défini à l'article 12 du présent CCAP.

Les infractions seront constatées par la Personne Responsable du Marché ou l'un de ses représentants habilités.

8. ZONES A REGIME RESTRICTIF (ZRR)

Lorsque les prestations de services sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées par la réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par le décret n°2011-1425 du 2 novembre 2011.

Cette réglementation prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif (ZRR). À ce titre le Titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisations préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner de telles zones.

9. MODALITÉS DE PAIEMENTS

9.1 Nature des prix

- **Prestations régulières**

Le marché est traité à prix global et forfaitaire pour les prestations de nettoyage régulières en annexe 1 à l'Acte d'Engagement.

- **Prestations ponctuelles**

Les prestations de nettoyage ponctuelles dont la vitrerie seront chiffrées de façon forfaitaire par bâtiment comme défini à l'annexe 1 de l'acte d'engagement et feront l'objet de bons de commande de la part d'INRAE.

- **Prestations complémentaires**

Les prestations de nettoyage complémentaire sont effectuées à la demande d'INRAE, et seront réalisées après établissement d'un bon de commande sur la base d'un devis fourni par le titulaire établi conformément au bordereau de prix unitaires de l'annexe 2 de l'Acte d'Engagement et accepté par INRAE.

Les prix du marché sont réputés inclure tous les frais et taxes de toute nature ainsi que les sujétions de toute sorte incombant au titulaire du présent marché pour la correcte exécution de ses prestations.

Ces prix s'entendent hors T.V.A. Aux prix nets ainsi déterminés, s'appliquent les taux de T.V.A. en vigueur.

9.2 Variation des prix

Les prix sont réputés fermes pendant la première année.

Les prix des prestations du présent marché pourront être révisés annuellement à la date anniversaire du contrat à la demande du titulaire après application de la formule paramétrique suivante :

$$P=P0 \times I/I0$$

P = nouveau prix révisé

Po = Prix initial

I = Indice INSEE des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB)
- Prix de marché - CPF 81.21 - Nettoyage courant, marché public - Base 2021 connu (à savoir,

la dernière valeur de l'indice lue) à la date de révision. Cet indice est consultable sur le site www.indices.insee.fr

(Identifiant : 010766785 dans le Bulletin Statistique INSEE.

Io = Valeur de l'indice (Indice INSEE des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - CPF 81.21 - Nettoyage courant, marché public - Base 2021) du Mois Mo défini ci-dessus (à savoir, valeur de l'index au mois d'établissement du prix).

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Le Titulaire fait parvenir sa demande de révision au moins un mois avant la date anniversaire du présent marché, à l'attention du Pouvoir Adjudicateur ou de son représentant conformément aux dispositions prévues ci-dessus en faisant apparaître les valeurs des indices prises en compte et l'ensemble des calculs ayant pour résultat les prix révisés.

Cette demande est accompagnée des prix révisés.

Le pouvoir adjudicateur vérifie l'exactitude du prix révisé (prix forfaitaires et bordereau des prix unitaires (BPU) sur la base de la formule ci-dessus renseignée.

Pour chaque demande de révision de prix, le Pouvoir adjudicateur transmet par courrier ou mail son accord ou son refus.

En cas d'accord, les prix révisés sont applicables à compter de la reconduction qui suit la demande de révision. Les prix ainsi révisés s'appliquent dès lors sans modification pendant toute la période de renouvellement.

A tout nouveau prix, s'appliquent les conditions financières indiqués à l'acte d'engagement.

10. MODALITES ET CONDITIONS DE REGLEMENT

10.1 Echancier de paiement

Le paiement des prestations se fait par virement administratif.

Le règlement des sommes dues au titre du présent marché interviendra mensuellement sur présentation de factures.

10.2 Transmission des factures

Le règlement des sommes dues au titre du présent marché sera effectué sur présentation de factures établies en un exemplaire unique à :

**INRAE Centre Val de Loire
SBFC – SERVICE FACTURIER
DOMAINE DE L'ORFRASIERE
37380 NOUZILLY**

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

La transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par INRAE que par dépôt au format pdf sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures, accompagnées d'un RIB ou RIP, doivent respecter les dispositions des articles 289-0 et 289 du Code Général des Impôts (CGI) et comporter **impérativement**, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies A de l'annexe 2 du CGI, les renseignements suivants :

- le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire,
- le numéro du marché et du bon de commande fournis par INRAE
- le nom et l'adresse complète de l'Unité INRAE destinataire des fournitures,
- la désignation de l'émetteur du bon de commande,
- la date de livraison,
- le montant HT des prestations réalisées
- le taux et le montant de la TVA
- le montant total TTC
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire,

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les informations nécessaires à la transmission des factures à destination de INRAE-centre Val de Loire, via Chorus Pro, sont mentionnées dans le tableau suivant :

N° SIRET d'INRAE – centre Val de Loire	18007003900870
Code du service concerné à INRAE	FACTURES_PUBLIQUES (548580)
N° d'engagement juridique (N° de Bon de commande de la part forfaitaire)	Communiqué à la notification du marché (exemple : 45xxxxxxxxxxxxx)
N° TVA Intracommunautaire	FR 57 180 070039

Le paiement sera effectué par virement administratif au compte indiqué par le titulaire ci-dessous (**joindre un RIB**) :

Banque :
Code Banque :
Code Guichet :
Compte n° :
Clé :

Le règlement sera effectué au compte bancaire ou postal indiqué par le titulaire ci-dessus.

10.3 Modalités de règlement

Le paiement interviendra dans les formes prévues par les règlements de la comptabilité publique.

INRAE se libérera des sommes dues par virement au compte bancaire ou postal ouvert au nom de la Société (joindre un RIB ou RIP).

Le comptable assignataire chargé des paiements est Monsieur l'Agent Comptable Secondaire du Centre INRAE Val de Loire - 37380 NOUZILLY.

10.4 Lutte contre les retards de paiement

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture dans les formes prescrites, sous réserve de la réalisation des prestations.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

De plus, outre les intérêts moratoires, une indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement sera systématiquement versée dès qu'il y aura retard de paiement des sommes dues.

Toute suspension du délai de paiement par INRAE sera notifiée au titulaire en précisant les raisons et, le cas échéant, les pièces à fournir. Après régularisation par le titulaire, attestée par tout moyen, un nouveau délai de 30 jours court.

11. AVANCE

Une avance de 10 % est accordée pour le titulaire lorsque celui-ci est une PME et une avance de 5 % pour les autres entreprises, dans les conditions de l'article R2191-16 et suivants du Code de la Commande Publique, pour tout bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, sauf renonciation expresse du titulaire à l'acte d'engagement. Elle n'est ni actualisable, ni révisable.

Elle est payée dans le délai de 30 jours à compter de la date d'effet du premier bon de commande émis.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le total des prestations exécutées représente soixante-cinq pour cent (65 %) du montant minimum annuel du marché et doit être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingt pour cent (80 %) du montant minimum annuel du marché.

12. PENALITES

Des pénalités de retard pourront être appliquées au titulaire du marché pour non-respect de la prestation de services.

12.1 Exigibilité des pénalités pour défaillance de prestation

Les pénalités dues par le titulaire, sont calculées et exigibles si, à l'expiration des délais contractuels définis, les prestations des titulaires ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences du présent marché, quelle qu'en soit l'origine ou la nature. Sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par INRAE ou en cas de manquement de INRAE à ses propres obligations contractuelles, les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure selon les modalités suivantes.

Les vérifications des interventions et la qualité des prestations sont effectuées dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS et à l'article 12 du CCTP ainsi qu'à l'annexe 2 dudit CCTP.

Tout retard ou manquement dans l'exécution des prestations sera constaté par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur ou l'un de ses représentants habilité et notifié au titulaire, qui aura, dès lors, un délai de **trois jours ouvrés** à compter de la notification qui lui sera faite pour formuler ses observations.

En fonction des remarques, le Titulaire devra prendre en charge la mise en place de l'intégralité des actions correctives, afin de garantir à INRAE la réalisation pleine et entière des prestations.

L'article 12 du CCTP détaille les modalités d'exécution des contrôles de la qualité et définit le champ d'application éventuel des pénalités.

Si aucune amélioration n'est constatée dans les **huit jours ouvrés** qui suivent la transmission des documents relatifs au contrôle de la qualité effectué, c'est à dire si les actions correctives n'ont pas été mises en place ou si elles n'ont pas donné satisfaction, INRAE pourra procéder de plein droit au doublement des pénalités déterminées lors du contrôle de qualité.

Le barème de pénalités détaillé à l'Article 12 du CCTP et son annexe 2 demeure applicable en cas de constat de défaut de prestations en dehors des contrôles de la qualité programmés si le représentant du Titulaire averti de ces défauts ne se déplace pas dans la journée pour les constater et ordonner ainsi les actions correctives nécessaires.

L'application de ces pénalités ne saurait libérer le Titulaire de la réparation des dommages qui auraient résulté de l'infraction commise.

12.2 Calcul des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, des pénalités seront appliquées, en cas de retard pour :

- Absence : En cas d'absence d'un agent, le Titulaire dispose d'un délai de 24 heures pour en informer INRAE et proposer une solution de remplacement dans les 48 heures ouvrées. A défaut, une pénalité de **150 €** par jour ouvré d'absence au-delà du délai de 48heures sera appliquée de plein droit.
- Délai d'intervention : En cas de non-respect du délai d'intervention, une pénalité forfaitaire de **50 €** par jour ouvré de retard sera appliquée.
- Etat de propreté : En cas de non-respect de l'obligation de maintien en bon état de propreté et de fonctionnement des éventuels locaux de service et équipements mis à disposition, une pénalité forfaitaire de **50 €** par anomalie constatée sera appliquée.

- Présence de l'encadrant : En cas de non-respect de la présence sur site du personnel encadrant non œuvrant conformément à l'article 6.1 du CCTP, une pénalité de **50 €** sera appliquée par jour d'absence.
- Cumul : Les pénalités sont cumulatives.
- Transmission des fiches techniques de produits et matériels : En cas de non transmission des documents et notices techniques, une pénalité de **100 €** sera appliquée par jour de retard au regard du délai fixé par le Pouvoir Adjudicateur dans sa demande formulée par courrier recommandé ou mail.

12.3 Résiliation

Les stipulations des articles 38 à 43 du CCAG/FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables, sous réserve des dispositions ci-dessous.

Les manquements réitérés du Titulaire à ses obligations seront appréciés au regard de l'indice de satisfaction obtenu sur une période de 3 mois consécutifs.

Une qualité inférieure à 65 % est considérée comme inacceptable (cf article 14 du CCTP).

INRAE aura la possibilité de résilier le marché si la moyenne des relevés qualitatifs calculée sur 3 mois consécutifs est inférieure à 65 %.

Cette résiliation interviendra indépendamment des pénalités que l'administration aurait demandées.

Outre les clauses de résiliation prévues au CCAG/FCS, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

- En cas de fraude constatée, notamment sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations et par exemple si les prestations ne sont poursuivies que de manière illusoire ou fictive, s'il est constaté une diminution outre mesure du personnel.
- En cas d'abandon de prestations : une interruption prolongée et non suivie de reprise dans les 72 heures (soit trois jours ouvrés) après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception sera considérée comme abandon.
- En cas de faillite ou de liquidation judiciaire de l'entrepreneur.
- Après signature du marché en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L2141-1 à 6 du code de la commande publique ou du refus de produire les pièces prévues, peut entraîner la résiliation aux torts du TITULAIRE.
- En cas de non-respect des obligations relatives au travail dissimulé en application de l'article L.8222-6 du code du travail,
- En cas de manquement aux règles définies à l'article 15 du présent document relatif à la sécurité et à l'identification du personnel.

13. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le Pouvoir adjudicateur pourra faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 45 du CCAG/FCS.

Dans le cas où la prestation ne serait pas réalisée ou serait partiellement réalisée dans le délai prescrit et après l'envoi par le Pouvoir adjudicateur au titulaire soit d'un courrier en recommandé avec accusé de réception, soit d'un email avec accusé de réception, resté sans effet, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire procéder à son exécution aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire du marché n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché et qui seraient nécessaires à l'exécution des prestations par le tiers désigné par le Pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas

14. CLAUSES ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Les clauses environnementale et sociale figurent de façon détaillée à l'article 2.3 du CCTP.

15. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Sans objet

16. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements sur la protection de la main-d'œuvre et conditions de travail. Les stipulations de l'article 6 du CCAG-FCS sont applicables.

Des vêtements et protection de travail spécifiques à l'exécution des prestations seront fournis par le Titulaire du marché.

Le Titulaire devra fournir dans un délai de 15 jours à compter de la notification, la liste nominative du personnel qui devra être tenue à jour sur toute la durée du marché.

17. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le Titulaire qui, à l'occasion du marché, a reçu de l'INRAE communication à titre confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.

Il ne doit divulguer aucune des informations qui résultent de l'exécution du marché ou pourraient parvenir à sa connaissance.

Il doit avertir sans délai l'INRAE de toute violation constatée de cette obligation de confidentialité.

La responsabilité du Titulaire pourra être recherchée en cas de manquements aux consignes du fait de son personnel, aussi bien en matière de contrôle des entrées et sorties de personnes, qu'en matière de contrôle des sorties d'objets, matériels, marchandises ou documents de toute nature.

Elle pourra être également recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

Le Titulaire devra faire signer à son personnel une reconnaissance formelle de l'obligation de discrétion.

En cas de non-respect par le Titulaire des règles de confidentialité énoncées ci-dessus, l'INRAE se réserve la possibilité de résilier sans indemnité le marché, sans renoncer au bénéfice du droit à dommages et intérêts pour le préjudice subi.

Hygiène et sécurité – Comportement :

Les stipulations prévues aux articles 5 et 7 du CCAG FCS s'appliquent.

- Le Titulaire sera tenu d'assurer les prestations indispensables au maintien de l'hygiène et de la sécurité des bâtiments, en cas d'arrêt de travail de son personnel.
- Le personnel du Titulaire devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis des tiers.
- Le Titulaire sera tenu d'appliquer les normes et consignes de sécurité pour son personnel dans le cadre de ses travaux et tout particulièrement dans le cas de travaux en hauteur (travaux de nettoyage de vitrerie).
-

18. RESPONSABILITES ET ASSURANCES

17.1 Responsabilités

Le Titulaire emploie sous sa seule responsabilité le personnel nécessaire à l'exécution de la mission.

Le Titulaire est responsable de tout dommage de toute nature causé au personnel du Pouvoir adjudicateur, aux biens et aux tiers du fait :

- de son personnel salarié en activité de travail,
- de ses matériels,
- d'un événement engageant la responsabilité du Titulaire au cours de l'exécution du marché.

Tous dégâts ou bris de matériel appartenant à l'INRAE, du fait des Titulaires, seront réparés ou remplacés par celui-ci, à leurs frais, en accord avec la personne responsable des marchés ou son représentant habilité, dans les huit jours suivant la constatation.

17.2 Assurances

Le Titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels aux agents ou à des tiers, aux matériels et aux locaux de l'INRAE ou de tiers à l'occasion de l'exécution des prestations objet du marché.

La garantie devra être illimitée pour les dommages corporels.

Le titulaire s'engage à fournir, avant tout commencement d'exécution et à chaque reconduction du marché, au Représentant du Pouvoir Adjudicateur une attestation de son assurance indiquant la nature et la durée de sa garantie. Le non-respect de cette clause par le Titulaire entraînerait la résiliation du marché, sans aucune indemnité compensatrice pour ce dernier.

En cas d'exigence d'une franchise dans le contrat souscrit par le titulaire, ce dernier est réputé la prendre à sa charge dans son intégralité.

Le Titulaire s'engage à informer expressément l'INRAE de toute modification de son contrat d'assurance.

Tout dégât ou bris de matériel appartenant à l'INRAE, du fait du Titulaire, sera réparé ou remplacé par celui-ci, à ses frais, en accord avec le Directeur des Services d'Appui à la Recherche ou son représentant, dans les huit jours suivant la constatation

19. LITIGES

En cas de désaccord, le représentant du pouvoir adjudicateur apportera une réponse par écrit à la sollicitation du titulaire. Si le différend né à l'occasion de l'exécution du présent marché persiste, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable à leur litige.

A défaut d'accord amiable, le Tribunal Administratif d'Orléans est seul compétent. (Tribunal Administratif d'Orléans 28 Rue de la Bretonnerie 45057 Orleans Email : greffe.ta-orleans@juradm.fr Tel : 02.38.77.59.00).

20. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article 12.2 du présent marché déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

ANNEXE : CLAUSES DE PROTECTION DES DONNEES ET SECURISATION DES SYSTEMES D'INFORMATION

1. Exigences règlementaires de confidentialité et sécurisation des données applicables au titulaire et ses sous-traitants

L'offre du titulaire respecte les obligations posées par le CCAP. De plus, la gestion des données doit répondre aux exigences posées par le règlement européen sur les données personnelles, l'ANSSI et la DINUM.

La prestation doit être conforme aux référentiels ainsi qu'au règlement et doit évoluer conformément à leurs éventuelles révisions :

1.1. Conformité au RGI

Le référentiel général d'interopérabilité fixe les règles techniques permettant d'assurer l'interopérabilité des systèmes d'information. Il détermine notamment les répertoires de données, les normes et les standards qui doivent être utilisés par les autorités administratives.

La dernière version du RGI figure dans l'arrêté en date du 20 avril 2016. (JORF n°0095 du 22 avril 2016 texte n° 1)

Informations concernant le RGI : <http://references.modernisation.gouv.fr/interopabilite>

1.2. Conformité au RGAA

L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fait de l'accessibilité une exigence pour tous les services de communication publique en ligne de l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics qui en dépendent. Il stipule que les informations diffusées par ces services doivent être accessibles à tous.

Le RGAA, à forte dimension technique, propose une traduction opérationnelle des critères d'accessibilité issus des règles internationales ainsi qu'une méthodologie pour vérifier la conformité à ces critères.

La version 4.0 du RGAA a été approuvée par l'arrêté du 20 septembre 2019.

Informations concernant le RGAA : <http://references.modernisation.gouv.fr/referentiel/>

1.3. Conformité au RGS

Le référentiel général de sécurité est pris en application du décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives.

La solution doit respecter les recommandations du RGS et particulièrement parmi celles-ci :

- Une obligation de chiffrement des flux de données entre l'INRAE et le prestataire ainsi que ses sous-traitants éventuels.
- Une recommandation de chiffrement du serveur qui stockera les données INRAE chez le prestataire. Cette fonctionnalité non-obligatoire est chiffrée le cas échéant dans le

bordereau des prix du titulaire dans l'hypothèse où elle n'est pas prévue en standard dans la solution.

Informations concernant le RGS :

<http://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-referentiel-general-de-securite-rgs/>

1.4. Conformité à la PSSIE

La Politique de Sécurité des Systèmes d'information de l'Etat est entrée en vigueur le 19/08/2014, qui fixe les règles de protection applicables aux systèmes d'information de l'Etat.

Informations concernant la PSSIE :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/protection-des-systemes-dinformations/la-politique-de-securite-des-systemes-dinformation-de-letat-pssie/>

1.5. Conformité au règlement européen 2016/679 - RGPD

Il est relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (<https://www.cnil.fr/fr/reglementeuropeen-protection-donnees>), et plus largement :

- Le titulaire garantit la conformité de la solution proposée aux exigences de privacy by design prévues par le règlement européen,
- L'offre technique du titulaire présente sa politique de protection des données, sa politique de sécurité des données et le cas échéant, l'analyse de risque et l'étude d'impact sur la vie privée de la solution proposée. Si l'étude ne peut être réalisée au stade de l'offre, le titulaire s'engage à la fournir lors de l'exécution du marché et avant mise en production de la solution.

L'étude d'impact est nécessaire dans les cas visés par la CNIL sur son site :

<https://www.cnil.fr/fr/ce-quit-faut-savoir-sur-lanalyse-dimpact-relative-la-protection-des-donnees-aipd>

En complément de la clause de confidentialité prévue par le CCAG-TIC et des exigences du règlement européen quant au traitement des données à caractère personnel dont le titulaire est conjointement responsable, le titulaire garantit la stricte confidentialité de l'ensemble des données INRAE obtenues dans le cadre de l'exécution du présent marché. La signature d'accords de confidentialité spécifiques, par les salariés intervenant dans le cadre du traitement des données INRAE, pourra être exigée par l'Institut auprès du titulaire.

Le titulaire s'engage, le cas échéant, après notification et avant mise en production de la solution, à contractualiser avec INRAE le contrat de sous-traitance RGPD annexé au marché.

Selon le montant du marché, le contrat RGPD choisi par INRAE sera au choix :

- Le contrat type de sous-traitance RGPD issu de la DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2021/915 DE LA COMMISSION du 4 juin 2021 <https://www.cnil.fr/fr/commande-publique-quel-acteur-est-responsable-au-regard-du-rgpd>
- Le contrat type de sous-traitance RGPD publié par la CNIL <https://www.cnil.fr/fr/sous-traitance-exemple-de-clauses>

2. Engagement du titulaire

2.1. Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage donc notamment à :

- Ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales,
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données,
- Prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données,
- Pour les prestations nécessitant le traitement de données personnelles et autres données sensibles, présenter à l'Institut la clause de confidentialité intégrée aux contrats de travail de ses salariés ou aux engagements de confidentialité spécifiques signés par ces derniers, ainsi que celles des contrats de sous-traitance établis pour l'exécution du présent accord-cadre,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés,
- Mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données,
- Restituer l'intégralité des données exigées par INRAE puis détruire l'ensemble des données INRAE détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin de marché. Un mode de preuve de cette destruction est proposé par le titulaire dans son offre,
- Mettre à la disposition d'INRAE les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par INRAE.
- Se refuser d'utiliser, dans le cadre de ses outils ou documents livrés, les signes distinctifs d'INRAE, pour éviter toute confusion entre INRAE et les agents publics d'une part, et les consultants, d'autre part et, au minimum, rendre obligatoire la mention de l'intervention des consultants sur les documents auxquels ils ont participé.

2.2 Sécurisation des prestations et du Système d'Information

Au titre de la sécurisation des prestations et du SI, le titulaire s'engage notamment à :

- Remettre à INRAE, dans le cadre de son offre technique, le **Plan d'Assurance Sécurité (PAS)** lié aux prestations du marché ainsi que chacune de ses mises à jour ayant eu lieu pendant la durée du celui-ci.
Lorsqu'elle est disponible, le titulaire fournit sa **politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI)**.
- Le PAS pourra évoluer pendant la durée du marché afin de présenter a minima les mesures de sécurisation concernant :
 - La sensibilisation et la formation des personnels et autres mesures de sécurité organisationnelles,
 - Les développements spécifiques,

- L'hébergement des données et des services,
- La gestion des incidents de sécurité du titulaire,
- Le maintien en condition de sécurité,
- La politique de gestion des postes de travail des intervenants de la prestation objet du marché,
- La conformité et les démarches de contrôle interne.

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'ensemble des sous-traitants doit respecter l'ensemble des obligations auxquelles s'engage le titulaire et notamment fournir sa PAS au même titre que le titulaire.

2.3. Hébergement et transfert des données

Les dispositions du règlement européen n°2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, en matière de transferts de données vers des pays n'appartenant pas à l'Union Européenne vise à éviter un contournement de la protection accordée dans ces pays par un transfert.

Pour le cas où l'exécution du marché nécessite le transfert de données à caractère personnel, le Titulaire garantit pendant toute la durée du marché, que les lieux de stockage de ces données, à titre principal ou de sauvegarde et/ou de secours, sont physiquement installés dans des États reconnus par la Commission Européenne comme assurant un niveau adéquat ou équivalent de protection des données, dont la liste figure sur le site de la CNIL au lien suivant : <https://www.cnil.fr/fr/la-protection-des-donnees-dans-le-monde>.

Pour le cas où l'exécution du marché nécessite néanmoins le transfert de ces données personnelles dans un État extérieur à l'Union Européenne, et qui ne figure pas au nombre de ceux pour lesquels la Commission Européenne considère qu'ils assurent un niveau de protection suffisant des données à caractère personnel (cf lien CNIL ci-dessus), le Titulaire doit disposer de BCR (Binding Corporate Rules) approuvées par la CNIL ou une autorité de protection des données similaire à la CNIL au niveau Européen (CEPD).

De même, en conséquence de l'arrêt de la Cour de Justice de l'Union Européenne du 6 Octobre 2015 (affaire C-362/14 Schrems) invalidant le mécanisme d'adéquation dit de Safe Harbor, pour le cas où l'exécution des prestations nécessite le transfert de données personnelles sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique, le Titulaire doit disposer de BCR (Binding Corporate Rules) approuvées par la CNIL ou par une autorité de protection des données similaire à la CNIL au niveau Européen (CEPD).

A cet effet, le Titulaire doit communiquer dans son offre technique, ainsi qu'à tout moment sur sollicitation d'INRAE durant l'exécution du marché, la liste de tous les lieux de stockage (site d'hébergement principal, site(s) de secours, etc.) des données le cas échéant transférées. INRAE se réserve le droit de contrôler ou faire contrôler à ses frais la réalité des lieux de stockage. L'incapacité du Titulaire à fournir le lieu effectif de stockage des données à caractère personnel transférées est un cas de résiliation du marché pour faute du Titulaire.

L'ensemble des sous-traitants du Titulaire sont soumis aux mêmes obligations que ce dernier en matière de protection des données à caractère personnel et autres données confidentielles et protégées dans le cadre de l'exécution du présent marché.